

LA SOLIDARITÉ FACE AUX DÉFIS COMMUNS : AFRIQUE – EUROPE – ESPAGNE¹

EUGÈNE GOUSSIKINDEY, Centre de Recherche et d'Action pour la Paix/Université Jésuite

PANEL: Afrique Subsaharienne

Observatorio de Política Exterior (OPEX) de la Fundación Alternativas

<http://www.fundacionalternativas.org/observatorio-de-politica-exterior-opex/documentos>



Coordinatrice du Panel Afrique Subsaharienne: Elsa Aimé González

Directeur de l' OPEX: Vicente Palacio

Coordinateur de l' OPEX: Mateo Peyrouzet

ISBN: 978-84-18677-25-0

¹ Ce document est le texte de la conférence prononcée en novembre 2019 à Madrid, dans le cadre des échanges entre centres de recherche Ivoiriens et Espagnols qui ont eu lieu cette année-là sous l'égide de l'Ambassade d'Espagne en Côte d'Ivoire.

SOMMAIRE

Liminaire	3
Introduction	4
1. Le défi de la démographie	5-9
2. Le défi des finances	10-18
3. Le défi de la sécurité	18-22
4. En guise de conclusion	23-24
Épilogue	25
Références	26-27

Liminaire

Fin décembre 2019, la Chine annonçait l'apparition d'une nouvelle maladie pulmonaire sévère. Dès le 11 janvier 2020, la Chine a communiqué la séquence génétique de la Covid-19. La propagation rapide de la maladie a contraint l'OMS à la qualifier de pandémie le 11 mars 2020. Une ruée dans la course à la recherche de vaccin s'est cependant transformée en une compétition : qui trouverait le vaccin le premier. Très vite les intérêts commerciaux et la volonté de sauvegarder les propriétés intellectuelles ont miné les recherches scientifiques et limité le partage des données. Les clivages ont pris des allures politiques à cause de la frénésie des médias et à l'opportunisme des politiciens face à une situation tragique et fluide, et des peuples mécontents du confinement et angoissés tout à la fois.

La cacophonie d'une riposte coordonnée a cédé à des velléités nationalistes dès la découverte des premiers vaccins. En spectacle public, on a vu l'Europe à couteaux avec le Royaume-Uni sur les accords de livraison², à la suite du Brexit. Les États-Unis sont restés conséquents avec la politique de « America First » : aucun vaccin produit sur le sol américain ne peut être exporté avant que tous les américains soient vaccinés. Ainsi, leur grand voisin du nord, le Canada, doit se tourner vers l'Europe pour se procurer des vaccins³. Si l'incapacité d'une vision solidaire a conduit à la résurgence de la question de l'Irlande du Nord, le replis nationaliste des pays occidentaux est devenu un handicap majeur pour le programme COVAX de l'OMS : face à la mainmise sur les vaccins suite aux accords bilatéraux des pays riches avec les producteurs, les pays pauvres sont contraints d'attendre leur superflu : « Avoir l'argent ne veut rien dire, si vous ne pouvez pas l'utiliser pour acheter des vaccins » dit le Directeur général de l'OMS⁴.

Et pourtant, les frontières de la maladie sont mouvantes car tant qu'il y aura des foyers d'épidémie dans le monde, il faudra s'attendre à des mutations et des résurgences même dans les pays riches. Les vaccins ne procurent pas une immunité à vie ! La crise sanitaire de la Covid-19 a révélé la nécessité d'un changement fondamental à l'échelle mondiale : d'une nouvelle solidarité.

² Mueller, B. y Stevis-Gridneff, M. (21 janvier 2021). « E.U. and U.K. Fighting over Scarce Vaccines ». In New York Times. Disponible sur : <<https://www.nytimes.com/2021/01/27/world/europe/eu-uk-covid-vaccine.html>>.

³ Scherer, S. et Martell, A. (4 février 2021). « Canada to Shrug off 'momentary disruptions' in vaccine supply, working closely with U.S.- Trudeau ». In *Reuter*. Disponible sur : <<https://www.reuters.com/article/us-health-coronavirus-canada-idUSKBN2A42Q2>>.

⁴ Agence France-Presse. (22 février 2021). « Des pays riches sapent la distribution de vaccins aux pays pauvres, selon l'OMS ». In *ici.radio-canada.ca*. Disponible sur : <<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1772542/oms-covax-critique-pays-riches-accaparer-vaccin-anti-covid>>.

Introduction

Ce document analyse les lieux d'échange et de partage entre l'Afrique et l'Europe, et l'Espagne en particulier, et propose une réflexion sur les « valeurs communes » qui serviraient de point de convergence pour un nouveau dialogue entre les deux continents. L'analyse s'articule tout particulièrement autour du concept de « solidarité », une caractéristique fondamentale des relations où l'autre est apprécié positivement. Être solidaire renvoie toujours à une attitude où prédomine la mutualité entre individus, au sein d'une famille, au sein d'un groupe ou entre groupes distincts, au sein d'une nation ou entre nations.

En retrouvant la nécessité de la « réciprocité » au fondement de la solidarité comme son trait déterminant, on peut se débarrasser du concept d' « aide » qui obscurcit le sens de la solidarité entre l'Afrique et l'Europe en la rendant unilatérale. À la rencontre de l'Afrique, l'Europe devra aussi délester son imaginaire des idées d'une Afrique « pauvre », « sous-développée », ou « en voie de développement ». C'est pourquoi, dans la réflexion qui suit, le choix porte délibérément sur des questions d'intérêt commun et ouvre les esprits à une nouvelle appréciation mutuelle en vue d'une collaboration plus étroite. Trois lieux sensibles seront explorés : le défi de la démographie, le défi des finances et, le défi de la sécurité.

1. Le défi de la démographie

Aujourd'hui, en Europe y compris en Espagne, la préoccupation majeure semble être la question de l'immigration. Il faut le reconnaître, plusieurs gouvernements ont été ébranlés par un électorat susceptible à la question de l'immigration ; par ailleurs, des partis politiques d'extrême droite ont accru leur popularité en exacerbant les sentiments suggérant que les maux qui affectent la vie des européens, notamment ceux liés au chômage, à la baisse des ressources économiques et à l'accroissement des crimes ou des tensions sociales proviennent des immigrés.

L'amplification médiatique de la vague des rescapés de la Méditerranée ainsi que de la vague des réfugiés syriens a donné l'impression d'une invasion de l'Europe. Le gros plan sur les africains aux frontières sud de l'Espagne a renforcé l'impression d'un exode massif de populations africaines jeunes en quête d'un meilleur avenir en dehors de leur pays. Dans un contexte où les passions et les fausses informations alimentaient les débats, les migrants africains vers l'Europe ont été étiquetés comme étant des « migrants économiques » fuyant le spectre de la pauvreté et de la misère.

De part et d'autre, le défi démographique est passé sous silence. Ce dernier n'est pas que migratoire. Il concerne aussi les questions liées à la natalité, au vieillissement, à l'urbanisation, au développement économique et social. La problématique est donc complexe. Puisqu'elle affecte la destinée des peuples africains et européens, elle mérite que l'on prenne du recul pour y apporter une réflexion, alors même que l'actualité tend à l'éclipser. La démographie est un défi majeur pour tous.

1.1 Comment se pose le défi démographique en Afrique ?

Pour l'Afrique, les raisons de l'immigration ne sont pas nécessairement dues à un surplus de population. Une étude récente de la Banque Mondiale⁵ montre les handicaps actuels de l'urbanisation qui affectent les conditions de développement de l'Afrique. Si durant cette décennie l'Afrique sera majoritairement urbaine, la Banque Africaine pour le Développement révèle que la démographie, particulièrement la jeunesse, est son capital principal⁶. L'urbanisation et son complexe d'organisation sociale, économique, politique, environnementale et religieuse induisent des transformations profondes sur les modes de vie traditionnels et les valeurs qu'ils véhiculent, ouvrant la voie à d'autres aspirations et comportements.

⁵ Lall, Somik Vinay; Henderson, J. Vernon; Venables, Anthony J. (2017). « Africa's Cities: Opening Doors to the World ». Washington, D. C.: World Bank. License: CC BY 3.0 IGO.

⁶ African Development Bank Group. (octobre 2017). « The High 5. Jobs for Youth in Africa », p. 3 : « Le plus grand atout de l'Afrique est sa jeunesse. La population africaine compte 1,2 milliard d'habitants et devrait plus que doubler d'ici 2050... L'Afrique restera la région la plus jeune du monde, l'âge médian de la population étant inférieur à 25 ans.»

Les statistiques suggèrent que la population africaine va continuer de croître jusqu'en 2100 : 1,186 milliards (2015), 1,679 milliards (2020), 2,478 milliards (2050) et 4,387 milliards (2100) pour l'Afrique, contre 738 millions (2015), 734 millions (2030), 707 millions (2050) et 646 millions (2100) pour l'Europe⁷. Face à cette croissance, des experts européens et nord-américains ont recommandé la limitation des naissances. Des campagnes autour de la promotion de la femme et de la prise en charge de sa santé reproductive préconisent la planification familiale à travers les contraceptifs et même la légalisation de l'avortement. À vrai dire, le contrôle de la natalité en lui-même ne contribuera pas à résoudre le problème de l'immigration vers l'Europe. Il occulte un fait majeur : le manque d'emploi actuel et à venir. L'exportation de matières premières issues des cultures de rentes et des ressources minières ou pétrolières sans transformation ne favorise qu'un tissu industriel embryonnaire incapable de créer de l'emploi et de la richesse.

La solution se trouve dans la convergence d'initiatives de trois entités : l'État, les industries et les centres de formation universitaire et professionnelle. C'est certainement ici que les chemins de l'Europe et de l'Afrique se croisent et que la solidarité devient nécessaire pour surmonter le défi de la démographie et résoudre aussi la question de l'immigration.

- De l'État, on attend la mise en place d'un environnement favorable à l'investissement avec un cadre légal clair, efficient et souple. Il s'agit d'assurer un « fair play » pour la sauvegarde du bien commun, de l'équité et de la justice. Bref, un rôle de promoteur et de régulateur.
- Quant aux industries et entreprises engagées en Afrique, qu'elles soient étrangères ou locales, on attend un investissement dans la formation de la main d'œuvre locale et un réinvestissement d'une partie de leur bénéfice sur place.
- Les universités et les centres de formation professionnelle devront se réinventer pour devenir des agents de développement en contribuant à la formation d'une main d'œuvre qualifiée et compétente mais aussi à la « recherche et développement ».

⁷ Nations Unies, Département des Affaires Économiques et Sociales, Division de la population. (2015). « World Population Prospects: The 2015 Revision, Key Findings and Advance Tables ». Working Paper No. ESA/P/WP.241

1.2 Comment se pose le défi en Europe ?

Le souci de préserver les acquis de la croissance économique, de l'emploi et surtout de la protection sociale, a souvent conduit l'Europe à occulter la question de la démographie au profit de l'immigration. Si la croissance exponentielle de la population africaine, particulièrement la population jeune est source de préoccupation, le défi auquel l'Europe fait face est davantage la diminution de la population et son vieillissement rapide. La situation est donc inverse. Mais, pour mieux apprécier les enjeux en Europe, il est instructif de comparer ses statistiques à celles de l'Amérique du Nord. À partir de l'étude révisée des statistiques de 2015 des Nations Unies, on a le tableau suivant.

Tableau 1: Projection démographie Europe, Amérique du Nord, Afrique

	2015	2030	2050	2100
Europe	738 millions	734 millions	707 millions	646 millions
Amérique du Nord	358 millions	396 millions	433 millions	500 millions
Afrique	1,186 milliard	1,679 milliard	2,478 milliards	4,387 milliards

Source: Nations Unies (2015)

L'institut national de statistique d'Espagne dans sa note du 20 octobre 2016 offrait une projection de la population espagnole de 2016 à 2066⁸. La tendance démographique est plutôt à la baisse. Mais le phénomène qui mérite davantage d'attention, c'est la croissance considérable de la population de plus de 65 ans. Actuellement, elle serait de 18,7 %. Elle passera à 25,6 % en 2031 et à 34,6 % en 2066.

La gravité du phénomène du déclin de la population en Europe est un effet combiné de deux facteurs : la baisse du taux de la natalité en deçà du niveau de renouvellement et, le vieillissement exponentiel de la population au-dessus de 65 ans.

⁸ Instituto Nacional de Estadística, « Communiqués de presse », 20 octobre 2016. « Si les tendances démographiques actuelles devaient se poursuivre, l'Espagne perdrait un peu plus d'un demi-million d'habitants au cours des 15 prochaines années et 5,4 millions d'ici 2066. Le pourcentage de la population âgée de 65 ans et plus, qui est actuellement de 18,7 %, atteindrait 25,6 % en 2031 et 34,6 % en 2066. La Communauté de Madrid, les îles Canaries, les îles Baléares, la région de Murcie et la Catalogne sont les seules communautés qui gagneront en population au cours des 15 prochaines années.»

Mis ensemble, ces deux facteurs indiquent qu'on assistera assez rapidement à une baisse du nombre de la population en âge de travailler et donc d'un besoin d'immigration d'une main d'œuvre étrangère en dépit de la robotisation et de l'avènement des « intelligences artificielles ». En dehors de l'impact du vieillissement sur le marché du travail, l'Europe devra gérer une pression accrue sur l'assiette fiscale, sur le système de santé et sur la sécurité sociale à cause de la prolongation de la durée de vie.

Par-delà les rhétoriques sur l'immigration, les défis démographiques auxquels l'Europe est confrontée suggèrent qu'un dialogue avec l'Afrique porterait des fruits pour le bien commun de nos peuples. La question autour des travailleurs, de leur disponibilité, de leur compétence, de leur meilleure préparation et de leur intégration dans le complexe des entreprises et dans le tissu social des nations mérite une nouvelle réflexion et de nouveaux gestes de solidarité.

La situation japonaise est paradigmatique pour l'Europe. Son homogénéité sociale et culturelle ainsi que sa réticence profonde à l'immigration ont été fissurées par le besoin impérieux d'une main d'œuvre étrangère. En avril 2019, *Le Figaro*⁹ offrait les estimations suivantes au sujet des emplois à pourvoir au Japon : 60 000 infirmiers ou assistants de vie, 53 000 dans la restauration, 40 000 dans la construction et le bâtiment, 37 000 en agents d'entretien. Pour plusieurs entreprises, l'importation de la main d'œuvre est une question de survie même si l'on se refuse l'idée d'immigration.

Les États-Unis d'Amérique sont malgré tout un exemple. Terre d'immigration, le pays mise sur les migrants, non seulement pour satisfaire un besoin de main d'œuvre mais aussi pour sa puissance économique, politique et militaire. Les États-Unis captent et cooptent les migrants dotés de talents exceptionnels qui peuvent contribuer à des initiatives novatrices. Un des candidats démocrates à la présidence américaine, l'entrepreneur Andrew Yang, a rappelé que son père, bien qu'immigré, a produit 65 brevets pour General Electric et la firme IBM.

Des études récentes¹⁰ ont montré que 223 des 500 entreprises de « Fortune 500 » sont fondées par des immigrés (101) ou par des fils d'immigrés (122). Ensemble, ils ont généré un revenu de \$ 601 trillions en 2019 ; ensemble, ils emploient 13,5 millions de personnes. L'entrepreneur Elon Musk originaire d'Afrique du Sud, CEO de Space X et de Tesla en est un exemple.

⁹ In *Le Figaro*, n° 23212, cahier n° 2, 1 avril 2019, p. 22. Voir aussi : Daniel Mass. (2019). "This Dirty Word is driving economic change in Japan". In *finance.yahoo.com*. Disponible sur : www.yahoo.com/finance/news/immigration-dirty-word-event.

¹⁰ Swaminathan, A. (1 août 2019). « Andrew Yang says 'immigrants are being scapegoated' — and a new study backs that up ». In *finance.yahoo.com*. Disponible sur : https://finance.yahoo.com/news/yang-immigrants-debate-america-122345151.html?guccounter=1&guce_referrer=aHR0cHM6Ly93d3cuZ29vZ2xlLmNvbS8&guce_referrer_sig=AQAAACKLybecjJCH7XDWP5nzUP4nVQGsMvpZCNKZgmTFYX5MXYI47a9hl2VrquuLNAAGVbjFrbeZ_qhoIn5erU1R9Jt4E7cyVlg_Ydmo2TgbGUJUBJzbs74s4azo4hKFU-CB-hCMQ_8rAi0NgfOoSPRIJnKxYn0rlu8RFIxE7y-E7uoH.

1.3 Visages de solidarité face au défi démographique

La réflexion sur la démographie nous soustrait de l'horizon rétréci des discussions sur l'immigration pour nous introduire dans la préoccupation bien plus large des enjeux socio-culturels, économiques et politiques, de l'avenir des peuples. Loin d'être une source de déstabilisation ou un poids au bien-être de la société, l'immigration vue dans la perspective plus large des défis démographiques est un paramètre important dans la gestion de la baisse de la natalité, de l'accroissement de la population âgée et du creux dans la population en âge de travailler.

Bon gré mal gré, les liens historiques et la proximité géographique font que l'Afrique et l'Europe, et tout particulièrement l'Espagne, gagneraient à devenir solidaires dans la gestion des défis que pose la démographie : les besoins de qualification, les échanges industriels, les travailleurs mobilisables. En sortant du sentier médiatisé de la peur migratoire, on découvre que le destin des peuples peut et doit se jouer à la croisée des rencontres où la préoccupation de leur destinée est en cause. La solidarité devient une chance pour tous.

La croissance démographique interpelle aujourd'hui l'Afrique au sujet de la création d'emplois pour la majorité de sa population, à savoir sa jeunesse. Pour cela, il faudra une mutation de l'économie de rente minière ou d'exportation de matière première vers une économie de transformation industrielle et de savoir. Y contribueront: la qualité de l'éducation du primaire au supérieur, la création d'entreprises locales, la mobilisation de ressources financières, humaines et techniques. Sans devenir la condition de réalisation, l'apport externe de l'Europe est bienvenu.

Pour que la solidarité soit pleinement à l'œuvre dans la relation, il faut un nouveau regard d'appréciation mutuelle. Il faut découvrir en l'autre la capacité de nous apporter quelque chose de fondamental ou de vital qui n'est pas seulement monnayable. Une noble appréciation de l'autre est un ferment pour une véritable solidarité.

2. Le défi des finances

La question financière est plus complexe et pourtant centrale dans la relation de l'Afrique à l'Europe et à l'Espagne. Elle constitue une préoccupation majeure au même titre que les questions migratoire et démographique.

Si l'Afrique doit mobiliser des capitaux pour son développement et pour faire face au défi démographique, l'Europe pour sa part est confrontée à l'accroissement de sa charge sociale avec une population de 65 ans dont l'espérance de vie et les besoins de soins ne cessent d'augmenter. Plusieurs économies européennes sont contraintes de faire face aux questions de déficit, de prélèvements sociaux, bref de politiques budgétaires conséquentes. Confrontée à une redéfinition des priorités, la question de l'aide au développement connaît en Europe des révisions : on parle plus facilement aujourd'hui de fatigue des bailleurs de fonds. À l'image d'une Afrique pauvre et misérable se greffe celle des élites africaines corrompues et inefficaces.

La question financière est donc d'un intérêt significatif pour l'Europe avec la suspicion que l'aide n'aboutit à rien de bon en Afrique, que l'aide ne sert à rien dans un environnement où règnent la corruption et la mauvaise gouvernance. L'Europe ne gagnerait-elle pas à mieux utiliser ses ressources en les affectant pour d'autres fins prioritaires en son propre sein ?

Ce contexte nous oblige à envisager autrement le défi financier en termes de mobilisation des ressources internes pour le développement. Pour l'Afrique, la mobilisation passera par un élargissement de l'assiette fiscale et, surtout, par une lutte contre les flux financiers illicites, c'est-à-dire la lutte contre les « mouvements d'argent gagné, transféré ou utilisé illégalement »¹¹. La récupération des manques à gagner du commerce et l'amélioration des outils contractuels dans la gestion des allègements fiscaux à elles seules pourraient faire la différence. Mais, ceci va requérir un acte de solidarité à travers une collaboration plus étroite avec l'Europe.

Une réflexion commune sur les flux financiers illicites participera à la recherche de voies et moyens pour la mobilisation de capitaux en interne et une meilleure appréciation de l'aide au développement. Ce sera aussi un nouvel espace d'interlocution et de solidarité entre l'Afrique et l'Europe.

¹¹ Dalberg et OSIWA. (février 2015). « Mobilisation des ressources domestiques en Afrique de l'Ouest: Opportunités manquées ». Disponible sur : <<https://www.osiwa.org/fr/publications/mobilisation-des-ressources-domestiques-en-afrique-de-louest-opportunités-manquées/>>, p. 6.

2.1. Comment le défi se pose en Afrique ?

Si l'aide au développement a été pendant des décennies le principal canal financier des pays d'Europe pour soutenir le développement en Afrique, ces dernières années le transfert de fonds vers l'Afrique par la diaspora équivaut et même surpasse désormais la contribution financière étrangère en Afrique. En dépit des problèmes de taux liés aux transferts de fonds qui baissent le revenu total à la réception, une étude sous l'égide de la Banque Mondiale indique qu'en 2019 l'Afrique subsaharienne a reçu un total de 48 milliards de dollars américains et qu'une projection pour 2020 suggère que le montant des transferts vers l'Afrique subsaharienne s'élèvera à 51 milliards de dollars américains¹².

Il s'ensuit que le véritable défi pour la mobilisation des capitaux pour financer le développement se trouve dans le mouvement inverse, à savoir le transfert de capitaux hors de l'Afrique. À ce sujet, la question la plus sensible et de grande urgence est le flux financier illicite où l'Afrique subit une fuite massive de capitaux. Pour ce cadre de réflexion, nous retiendrons deux secteurs : d'abord, la fuite des capitaux qui participe à la criminalité transnationale, ensuite la fuite de capitaux liée à des protocoles de transaction commerciale. En ce qui concerne les réseaux de criminalité, on peut simplement se référer à l'évaluation de Channing Mavrellis (2017).

Tableau 2: Valeur du crime transnational.

Crime transnational	Valeur annuelle estimée (US \$)
Trafic de drogue	426 à 652 milliards de \$
Trafic d'armes légères et de petit calibre	1,7 à 3,5 milliards de \$
Trafic d'êtres humains	150,2 milliards de \$
Trafic d'organes	840 millions à 1,7 milliard de \$
Trafic de biens culturels	1,2 milliard à 1,6 milliard de \$
Contrefaçon	923 milliards à 1,13 trillion de \$

¹² KNOMAD. (31 avril 2019). « Migration and Remittances: Recent developments and outlook ». Migration and Development Brief. Disponible sur: <https://www.knomad.org/sites/default/files/2019-04/Migrationanddevelopmentbrief31.pdf>, p. 23.

Commerce illégal d'espèces sauvages	5 à 23 milliards de \$
Pêche illicite, non déclarée et non réglementée	15,5 à 36,4 milliards de \$
Exploitation forestière illégale	52 à 157 milliards de \$
Exploitation minière illégale	12 à 48 milliards de \$
Vol de pétrole brut	5,2 à 11,9 milliards de \$
Total: 1,6 trillion à 2,2 trillions de dollars	

Source: Mavrellis, 2017: xi.

Quant aux flux financiers illicites, nous nous référons dans un premier temps au rapport publié par la Commission Économique des Nations Unies pour l'Afrique et le rapport d'un panel spécial dédié à la question¹³. Les conclusions sont unanimes : les flux financiers illicites sont un manque à gagner considérable pour les économies africaines. Ici le regard n'est pas d'abord porté sur les flux de capitaux liés au crime organisé mais surtout sur des activités commerciales. Les multinationales exploitent à leur compte les failles des lois locales, la complicité de certains agents de l'État et les montages juridiques des paradis fiscaux. Pour l'Afrique, les tableaux indiquent des chiffres effarants sur les pertes occasionnées par les seules tarifications commerciales incorrectes, tel que l'indique Abdalla Hamdok (2015)

¹³ Hamdok, Abdalla. (ed.) (mars 2015). « Innovative Financing for the Economic Transformation of Africa ». Addis Abeba: Commission Économique des Nations Unies pour l'Afrique.

Tableau 3: Les 10 principaux secteurs par cumulation de flux financiers illicites en Afrique, 2000-2009
(USD billions)

Secteurs	Uniquement la tarification incorrecte du commerce 2000-2009 (USD)
Pétrole	69,8 milliards de \$
Métaux précieux et minéraux	51,8 milliards de \$
Minerais	14,8 milliards de \$
Fruits et noix	10,9 milliards de \$
Machines et équipements électriques	10,8 milliards de \$
Fer et acier	10,0 milliards de \$
Cuivre	9,4 milliards de \$
Poissons et crustacés	8,9 milliards de \$
Habillement et vêtements	8,5 milliards de \$
Cacao	8,2 milliards de \$

Fuente: Hamdok, 2015: 45.

Que dévoilent ces chiffres ? Une part considérable de flux financiers illicites provient de commerce légal où les exportateurs sous-estiment la valeur des marchandises à l'exportation ou, sous-estiment la valeur des marchandises importées pour éviter ou réduire les taxes. Certaines entreprises pratiquent de la dissimulation des profits via des procédures complexes d'évasion fiscale vers les paradis fiscaux. On parle parfois plus poliment de délocalisation des profits. Généralement, les multinationales savent se tirer d'affaire en exploitant les failles et les faiblesses des systèmes mis en place dans les pays africains lors des programmes d'ajustement structurel ou des contrats d'investissement pour échapper aux taxes.

Si, de plus, nous convenons que l'aide au développement est en définitive un prêt aux conditionnalités complexes : un intérêt minimal mais des obligations à s'aligner sur des positions des bailleurs en passant par des privilèges accordés aux entreprises des pays donateurs ou encore à la prise de participation dans les entreprises locales¹⁴, on peut comprendre l'intérêt pour l'Afrique de s'approprier ces capitaux en luttant contre les flux financiers illicites plutôt que de miser sur l'aide.

Lors d'un atelier régional de partage d'expérience sur l'évaluation des dépenses fiscales, le Directeur général des impôts de la Côte d'Ivoire, M. Ouattara Sie, affirmait que « les exonérations fiscales concédées par la République de la Côte d'Ivoire ont atteint 341,5 milliards de FCFA en 2018, soit un peu plus de 10 % des recettes fiscales et 1,4 % du PIB de l'année »¹⁵. La question que l'on peut se poser serait de savoir quelles sont les entreprises bénéficiaires de ces exonérations dans un contexte où l'informel prédomine ? Dans cet environnement où l'Afrique pèse moins de 1 % du commerce mondial¹⁶, il existe encore un véritable déséquilibre entre l'Europe et l'Afrique. L'Afrique semble souvent négocier ces accords commerciaux en position désavantageuse. Si le commerce joue un rôle déterminant dans le développement des nations, une nouvelle solidarité peut être entrevue au bénéfice des deux parties (Europe/Afrique).

Pour cela, les pays d'Afrique doivent compter davantage sur les ressources internes:

1. Augmenter la collecte de taxes/impôts.
2. Réduire ou mieux cibler les exonérations et les incitations fiscales.
Encourager l'épargne locale
3. Accroître la transparence dans la gestion financière et combattre la corruption.
Mettre fin aux transactions commerciales frauduleuses et récupérer les manques à gagner.
4. Mettre fin aux détournements de fonds et récupérer les fonds mal acquis transférés de manière clandestine par les élites en situation de pouvoir.

¹⁴ L'OCDE a publié au mois d'avril 2019 une note de précision sur la méthodologie de calcul des Aides Publiques au Développement. Comité d'Aide au Développement, « Vers un Développement Efficace », Paris, 10 avril 2019. Le comité notait un repli de l'aide au développement en particulier vers les pays qui ont le plus besoin. Sans pousser l'analogie à l'extrême, la complexité de l'aide comme produit financier s'apparente parfois aux « subprimes » quand le risque de défaut de paiement ou de surendettement pointe à l'horizon.

¹⁵ In *Fraternité matin*, n° 16443, 9 octobre 2019, p. 12.

¹⁶ Organisation Mondiale du Commerce. (2018). « Examen statistique du commerce mondiale 2018 ». Disponible sur : <https://www.wto.org/french/res_f/statis_f/wts2018_f/wts2018_f.pdf>, p. 5.

L'Afrique disposerait alors de ressources largement supérieures à ce qu'elle reçoit comme aide au développement, et elle pourrait faire des choix assujettis à moins de conditionnalités.

2.2. Comment le défi se pose en Europe ?

La crise financière de 2007-2008, bien que partie des États-Unis d'Amérique, a entraîné des répercussions en Europe. L'effet majeur aura été le ralentissement de la croissance économique et le besoin des États de soutenir l'activité économique par des mesures budgétaires. Les investissements financiers sont un défi à relever pour l'Europe.

Confrontées à une concurrence internationale forte, les entreprises européennes doivent réduire le coût de production de leurs biens et services et, trouver de nouveaux débouchés pour leurs produits. Elles doivent conquérir des marchés en dehors de l'espace européen et, en contrepartie, elles doivent accepter d'ouvrir leur propre espace à des produits venant d'ailleurs. Mais, la situation est devenue complexe avec la résurgence d'un nouveau type de protectionnisme sous couvert de priorité nationale aux États-Unis. Comparés aux marchés asiatiques, les marchés africains sont plus ouverts. Il suffit de voir les multiples sommets avec l'Afrique : Afrique-Japon, Afrique-Chine, Afrique-Russie, Afrique-Grande Bretagne, pour ne citer que les plus médiatisés. En Afrique, les accords bilatéraux sont désormais en compétition avec des accords multilatéraux. Bien que l'Union Européenne porte l'étendard des pays membres, chaque pays européen veut préserver et développer un partenariat propre.

Si les compagnies et les industries européennes ont jadis eu une part significative du marché africain, le privilège colonial et les liens préférentiels du passé jouent de moins en moins sur un terrain où l'exclusivité disparaît. L'Afrique est consciente qu'elle exporte essentiellement des produits bruts à partir de ses ressources naturelles agricoles et minières. Elle veut les transformer, y apporter de la valeur ajoutée:

1. Sans valeur ajoutée, les produits bruts exportés reflètent la faible capacité industrielle de l'Afrique.
2. Sans valeur ajoutée, les produits bruts signalent l'inexistence d'une économie de savoir faute de la mise en œuvre d'un savoir-faire résultant d'une maîtrise effective localement.
3. Sans valeur ajoutée, le même produit brut exporté revient sur le continent africain transformé sous plusieurs formes à des prix bien supérieurs au prix d'exportation.

Dans le contexte présent où l’Afrique est devenue une terre d’opportunité pour le Japon, la Chine, la Russie, le Brésil, l’Inde entre autres, les industries et entreprises européennes gagneraient à s’installer en Afrique, apportant un savoir-faire et bénéficiant de la main d’œuvre locale. C’est en ce lieu qu’un dialogue de collaboration nourrit par un nouveau sens de la solidarité pourra bénéficier toutes les parties. Pour cela, l’Europe devra changer son regard sur l’Afrique en abandonnant le prisme de la pauvreté pour redécouvrir un nouveau marché compétitif : aujourd’hui l’Afrique est une opportunité commerciale¹⁷. Des accords conjoints de production ou de transformation avec des entreprises locales bénéficieraient du coût d’une main d’œuvre moins onéreuse pour une qualité certaine si le souci de la formation devient un enjeu de la solidarité.

L’aide au développement devra être revue et corrigée. L’Europe et l’Espagne pourraient se servir de ces fonds pour soutenir leurs propres industries venant en Afrique mais, en contrepartie, collaborer étroitement avec l’Afrique pour mettre un frein à l’exode illégal de capitaux vers l’Europe. Pour limiter les emprunts par l’Afrique, ils encourageront leurs industries et entreprises à établir des accords commerciaux justes et équitables, à réinvestir une part de leur bénéfice sur place en Afrique. Les retombées seront nombreuses : d’abord une relance de la croissance en Europe et en Espagne avec des industries en expansion vers l’Afrique; ensuite, un frein à l’exode des Africains vers l’Europe par le biais de la création d’industries et d’entreprises locales qui absorbent la main d’œuvre; et enfin, une disponibilité de ressources financières par la réallocation des aides au développement et par l’arrêt des flux financiers illicites de l’Afrique.

2.3. Axes ou figures de solidarité au défi des finances

La solidarité financière, contrairement à ce que l’on pourrait spontanément imaginer, ne consisterait pas à augmenter l’aide au développement qui cache des prêts¹⁸. Elle consisterait, dans un premier temps, eu égard aux circonstances actuelles, à aider l’Afrique à mieux mobiliser ses ressources internes en mettant un terme aux flux illicites de capitaux en dehors de l’Afrique sous forme de délocalisation de profits, de tarification abusive, ou de transferts de fonds frauduleusement détournés qui se trouvent dans des institutions financières européennes.

¹⁷ Aujourd’hui, la population de 1.2 milliard d’habitants sera le double en 2050, dans 30 ans seulement.

¹⁸ Comité d’Aide au Développement. (10 avril 2019). « Repli de l’aide au développement en 2018, en particulier vers les pays qui en ont le plus besoin ». In *oecd.org*. Disponible sur : <https://www.oecd.org/fr/developpement/repli-de-l-aide-au-developpement-en-2018-en-particulier-vers-les-pays-qui-en-ont-le-plus-besoin.htm>, face à la baisse de l’aide, « L’OCDE adopte une nouvelle méthodologie pour comptabiliser les prêts dans les données de l’aide publique ».

Il s'agit avant tout d'une collaboration étroite pour le bien-être des peuples d'Afrique, particulièrement de sa jeunesse. La mobilisation des ressources financières servira à soutenir les acteurs économiques locaux et à améliorer le cadre éducatif : il s'agira de prime abord de financer la formation primaire, secondaire, universitaire et technique.

- La formation d'un nombre plus grand d'enseignants du primaire et du secondaire; l'entrepreneuriat tout comme l'industrialisation exige des compétences et la formation de base est crucial en sa qualité.
- L'acquisition de matériel pédagogique et de laboratoire pour les écoles, les collèges et les lycées et les universités ; le savoir-faire qui doit aller de pair avec la prétention d'une formation qualifiée exige de la pratique et des expérimentations.
- La dotation des universitaires-chercheurs de fonds de recherche dans des domaines d'intérêts pour le développement des entreprises et des industries.
- L'amélioration des conditions de vie et d'exercice du métier d'enseignants, de professeurs pour attirer vers la profession et éviter les abandons vers d'autres métiers plus lucratifs. La pénurie d'enseignants qualifiés devant une démographie croissante est une marche certaine vers la catastrophe.

Les retombées pour l'Europe/Espagne sont nombreuses. D'abord, il y aura une réduction ou une réallocation du fonds alloué à l'aide au développement vers des entreprises qui s'engagent en Afrique ; ceci changera les ambiguïtés liées à la perception de l'aide aussi bien en Europe qu'en Afrique. La conditionnalité principale serait une obligation à ces entreprises de réinvestir une partie de leurs revenus en Afrique tout en embauchant aussi la main d'œuvre locale.

Ensuite, cela serait bénéfique pour l'Europe/Espagne parce qu'elle peut compter sur un nouvel espace d'expansion économique dans une Afrique en quête d'industrialisation et d'emplois pour sa jeunesse. Les entreprises européennes peuvent bénéficier de la mise en œuvre de grands chantiers pour vendre des équipements, pour construire des infrastructures innovantes. Elles en profiteraient pour étendre leur marché vers l'Afrique.

La solidarité à ce niveau permettrait de résoudre des défis financiers communs. L'Afrique pourra résoudre son besoin d'étendre l'assiette fiscale par la conjonction et la convergence des efforts contre les flux financiers illicites¹⁹ et l'octroi excessif

¹⁹ La tarification abusive ou frauduleuse des transferts : délocalisation des profits... Voir étude : ATAF, Transfer Pricing in the Extractions Industry : a taxing exercise for Sub-Saharan Africa, 2014.

d'incitations fiscales aux entreprises multinationales. L'Europe/Espagne pourra mieux cibler son apport au développement de l'Afrique en privilégiant l'implantation d'entreprises en Afrique.

Cela dit, il faut se mettre d'accord pour reconnaître que l'Afrique à elle seule ne peut pas juguler le flux de transferts financiers illicites sans la collaboration de l'Europe. La structuration des contrats et les garanties légales mises en place sont à la faveur des entreprises européennes avec souvent l'aval des métropoles. La masse critique de compétences et d'expertises dont l'Afrique a besoin n'est souvent pas disponible. La collaboration devient indispensable pour la réalisation de cet objectif.

En somme, pour que l'Europe profite de ses propres finances et que son économie demeure dynamique et compétitive, elle gagnerait à endiguer les flux illicites de capitaux de l'Afrique vers ses institutions financières et vers ses paradis fiscaux. La disponibilité des ressources qui en résulteraient au sein de l'Afrique serait investie à soutenir des entreprises naissantes, à soutenir des programmes sociaux, et dans la formation d'une main d'œuvre compétente. L'Europe quant à elle gagnera à la réallocation des aides au développement pour l'expansion de ses industries à travers de nouveaux partenariats.

3. Le défi de la sécurité

Longtemps les questions de sécurité sont restées confinées dans le cercle restreint de la sécurité de l'État et du maintien de l'ordre public. L'accent était alors mis sur la formation des militaires, des policiers et des gendarmes là où ces distinctions étaient d'usage. L'objectif principal était la préservation de l'appareil étatique contre des déstabilisations externes ou internes.

L'avènement des attentats terroristes a changé la donne. Désormais, les cibles sont moins des cibles militaires ou des institutions régaliennes, que des populations civiles : écoles, marchés, restaurants, plages, hôtels, convois de marchandises. En Afrique, les expatriés —notamment les occidentaux— sont devenus des cibles car à travers eux les terroristes visent l'Occident qu'il faut fragiliser et déstabiliser afin de supplanter son influence par la vision et le mode de vie islamiques. On connaît les foyers de grande insécurité : en Afrique de l'Est, la Somalie est le foyer central avec Al-Shabab qui opère jusqu'au Kenya ; en Afrique de l'Ouest on note deux foyers : 1) le bassin du Lac Tchad avec Boko Haram qui a sa base arrière au Nigeria et, 2) le Sahel où pullulent de nombreux groupes ayant principalement comme centre opérationnel le nord du Mali avec des extensions au Niger et au Burkina Faso.

Pour la région qui nous concerne plus, à savoir la région du Sahel, il n'y avait en 2012 qu'un seul groupe actif au nord du Mali, à savoir, le groupe islamiste AQMI (Al-Qaïda au Maghreb Islamique). Aujourd'hui, avec les alliances et les ruptures d'alliances, il est difficile d'offrir un nombre précis. On a à faire à des coalitions : le Front de Libération du Macina (FLM), la Jama'at nusrat al-Islam wal Muslimin (JNIM), l'État Islamique dans le Grand Sahara (EIGS), et Ansarul Islam. À côté des foyers actifs où l'on peut identifier les protagonistes, il faut noter l'existence de « cellules dormantes » dans des pays comme le Bénin, le Togo, le Ghana, la Côte d'Ivoire, la Guinée Conakry et le Sénégal.

La question sécuritaire, c'est aussi la « sécurité maritime » avec la multiplication des actes de piraterie dans le golfe de Guinée. Que ce soit sur terre ou en mer, les défis sécuritaires en Afrique concernent aussi l'Europe à cause de la proximité terrestre et du commerce maritime.

3.1. Comment le défi se pose en Afrique ?

La montée de l'insécurité dans les régions d'Afrique, particulièrement autour du bassin du lac Tchad et du Sahel, a révélé qu'en dehors de l'effet spectaculaire et terrifiant des attaques terroristes avec leur lot de morts et de blessés, c'est le sentiment de peur qui est semé. La conséquence de la peur, c'est l'exode vers un lieu de plus grande sécurité. Ceux et celles qui décident de rester payent souvent leur sécurité au prix de la collaboration au risque de représailles ou d'exécutions sommaires au moindre soupçon.

Pour les jeunes de ces régions, la poursuite de leur éducation est devenue un cauchemar à cause de l'insécurité. Les enseignants qui ne sont pas des régions affectées ont tendance à se replier vers des régions de moindre insécurité avec leur famille. D'où la pénurie d'enseignants qui affecte le déroulement normal de la scolarité. Ce qui est dit de l'éducation vaut aussi pour la santé. Pour leur sécurité et celle de leur famille, plusieurs agents de la santé se déplacent vers des régions moins affectées. Le plus grand dommage de la terreur et de la violence qui accompagnent les attaques est lié aux difficultés qu'ont les paysans à vaquer librement aux travaux champêtres et des commerçants à circuler librement.

La mutation des groupes terroristes au Sahel tout comme autour du bassin du lac Tchad s'observe dans l'évolution de leurs tactiques et de leurs affiliations aux entités terroristes en dehors de l'Afrique. Ainsi, au nord du Mali les revendications initiales à caractère socio-économique et politique sont devenues sécessionnistes et religieuses. Pour conforter leur position, les groupes dominants se trouvent des parrains étrangers et adoptent la brutalité des tueries et des exécutions sommaires comme des armes de prédilection.

Il va de soi que la précarité des situations socio-économiques des peuples, aggravée par des choix politiques axés sur l'exclusion, peut se détériorer au point de dégénérer en révolte. La terreur sans discrimination devient malheureusement le langage qui contraint à un dialogue qui aurait dû avoir lieu plus tôt. Les situations socio-économiques défavorables sont malencontreusement nombreuses en Afrique. Le pire, c'est que les politiciens perçoivent rarement le bien-fondé de l'adage: « il vaut mieux prévenir que guérir » sauf quand ils sont submergés par des vagues de violence.

Sur terre comme en mer, la crise sécuritaire a des effets collatéraux : flux migratoires vers l'Europe, ressortissants d'Europe et entreprises européennes cibles des violences. Les solutions en cours : interventions militaires, formation des militaires africains, et vente de nouveaux équipements militaires ont des incidences sur le budget alloué au développement. Les analyses montrent bien que le coût d'une intervention militaire est plus onéreux et disproportionné qu'un investissement pour améliorer le sort des populations. Une fraction du coût des opérations militaires au (nord du) Mali²⁰ aurait totalement transformé la région avec des routes, de l'eau, de l'électricité, des écoles et du personnel médical et des hôpitaux.

Quand on réfléchit sur la question de la sécurité en Afrique, il importe désormais d'avoir une vue large, au-delà des opérations militaires. La question de la sécurité n'est pas un volet cloisonné qu'on peut traiter sans tenir compte des défis de la démographie, du financement du développement et de l'aménagement du territoire. L'Europe peut jouer un rôle avant que la situation socio-économique et politique ne dégénère en revendications violentes susceptibles d'être inféodées par des groupes terroristes.

3.2. Comment se pose le défi en Europe ?

La question sécuritaire en Europe est de plus en plus orientée vers la « radicalisation » qui pousse à des actes d'extrémisme violent. On peut discerner en partie deux niveaux de préoccupation quand il est question de radicalisation ou d'extrémisme violent : il s'agit d'abord du niveau religieux avec un islamisme de plus en plus militant parfois de tendance agressive ; ensuite, il s'agit des mouvements d'extrême droite avec des accents racistes et une haine pour les étrangers ou les immigrés.

La montée d'un islamisme militant trouve parmi certains jeunes européens de parents ou grands-parents migrants des échos favorables faute d'une intégration effective dans la culture et le tissu social européen. On le constate dans l'attaque des

²⁰ Michailof, S. (janvier 2017). « Sahel : sécurité et dépenses de sécurité locales ». In Revue Défense Nationale (RDN), 796, 105-109. Disponible sur : <<https://www.defnat.com/e-RDN/vue-article.php?carticle=21330>>, p. 108 : estime le coût annuel de l'opération Barkhane à plus de 650 millions de dollars et, celui de la Minusma à environ 1 milliard de dollars par an.

symboles du pouvoir étatique tout comme dans le développement de formes de ghetto dans des quartiers ou des sections de quartiers urbains et périurbains. Les djihadistes trouvent dans ces quartiers un terreau fertile de recrutement. L'existence de cellules de sympathisants des militants combattant en Syrie et en Iraq ainsi que le retour des ex-combattants en Europe sont aujourd'hui source de grande préoccupation sécuritaire.

La menace sécuritaire en Europe n'est plus seulement circonscrite aux communautés qui vivent à la périphérie de la vie socio-économique et politique ; elle a trouvé un nouveau vivier dans les partis d'extrême droite qui, sous couvert d'une nouvelle ferveur nationaliste, s'en prennent à l'étranger dont la figure symbolique trouve son expression publique dans la figure de l'immigré ; celui-là qui précisément vient d'ailleurs et ne fait pas corps originellement avec la culture européenne. Ici aussi, on trouve des radicaux qui prônent des replis ou des ruptures vis-à-vis des grands ensembles au nom précisément d'intérêts plus circonscrits.

Qu'il soit de nature religieuse ou politique, le radicalisme extrémiste devient un problème de sécurité quand il déstabilise l'ordre établi. Le recours à la violence, et dans certains cas aux armes conventionnelles et l'usage des explosifs fabriqués clandestinement, intensifient les défis sécuritaires. Quand on a à faire à des groupes qui fonctionnent comme des cellules hermétiques le dialogue est souvent difficile. Pour résoudre les menaces qui proviennent de ces groupes, il faut malgré tout établir des ponts de dialogue : prendre des mesures concrètes pour offrir des solutions au sentiment d'exclusion ou au sentiment d'être assiégé par des immigrants.

L'Europe peut apprendre de l'Afrique le prix à payer quand on n'engage pas le dialogue et que les sentiments de frustration et d'injustice se muent en révolte intérieure et que les cœurs se radicalisent en faveur d'actes d'extrême violence.

3.3. Figures de solidarité face au défi de la sécurité

En Afrique tout comme en Europe, la sécurité reste une préoccupation centrale en raison des mouvements de personnes radicalisées pour des causes religieuses, certaines provenant des zones de conflits où elles ont participé à des opérations militaires ou à des attaques contre des cibles civiles. Leur présence et leur tendance à recruter constituent des inquiétudes pour la bonne marche de la société et pour les institutions. Un élément transversal pour l'Afrique et l'Europe, c'est le « sentiment d'exclusion » que portent ces personnes.

Dans toutes les sociétés, il existe des stratifications qui peuvent devenir préjudiciables quand elles sont sources d'inégalité, de discrimination, d'injustice. On parle plus souvent des classes moyennes et des pauvres comme des lieux indicatifs de la bonne santé d'une société. Les riches semblent toujours être au-dessus de la mêlée, et

c'est davantage leur comportement à l'égard des autres ainsi que la disproportion de leur richesse qui deviennent source de ressentiment voir de conflit ou de révolte. Le poids de la discrimination penche surtout du côté du pouvoir politique et de sa gestion du bien commun. Les antagonismes prennent leurs racines dans le terreau des sentiments : sentiment de discrimination, sentiment d'exclusion, sentiment d'être méprisé pour la simple raison qu'on appartient à un groupe particulier, qu'on appartient à une région particulière, qu'on est membre d'une religion spécifique, qu'on n'est pas du côté de ceux qui détiennent le pouvoir.

Il est possible d'apprendre mutuellement comment l'on gère ou doit gérer les groupes qui, dans chaque pays, ont le sentiment d'être exclus ou d'être particuliers. Les défis sécuritaires commencent en ces lieux où une frange de la population, quel que soit le nombre, vit à la marge de la dynamique d'ensemble ; il peut s'agir du sentiment de marginalisation ou d'exclusion ethnique, religieuse, politique, économique, d'identité au sein de la nation, du rapport au pouvoir en tant que majorité ou minorité. L'expérience de l'Espagne dans la gestion des particularismes fondés sur des réalités économiques, culturelles et linguistiques différentes, avec des régions comme la Catalogne, le Pays Basque, la Castille, montre à l'Afrique qu'il est possible, malgré tout, d'accorder une place au dialogue. On connaît les péripéties des troubles au Nord Mali avec le désir de création de l'Azawad. Aujourd'hui, d'autres intérêts se sont emparés de la cause initiale au Nord du Mali et l'on détournée pour d'autres fins.

La grande circulation des armes légères, qui aggravent la situation sécuritaire, est aussi un lieu où des échanges et une collaboration étroite serviraient l'Afrique tout comme l'Europe. Au sujet des armes, il ne faudra pas se limiter à leur usage par les terroristes ou d'autres groupes extrémistes. Les armes sont un arsenal de prédilection des réseaux de criminalité, des trafiquants de drogue, d'animaux et de plantes rares, des êtres humains et des contrebandiers. Aujourd'hui, on retrouve des armes dans les exploitations illégales de mines et du bois. On sait que les grandes industries de l'armement sont en Occident et qu'un meilleur contrôle des exportations peut réduire la prolifération en cours.

En matière de sécurité, l'Europe et l'Afrique gagneraient à porter un nouveau regard sur le phénomène de blanchiment d'argent dont se servent les réseaux de criminalité pour des affaires douteuses et illicites. Leur collaboration permettrait aussi d'identifier les mécanismes de financement des groupes terroristes qui servent aux intérêts d'autres entités. Quel que soit l'apport en capitaux des flux financiers illicites dans le système bancaire occidental, l'Occident ne gagnera pas sur le long terme si ces fonds servent contre leurs intérêts. Il ne fait que créer des conditions pour des financements de groupes terroristes ou de réseaux criminels.

4. En guise de conclusion

L'enjeu principal de ce travail était de tenter d'ouvrir des pistes de réflexion sur des questions d'intérêt commun entre l'Afrique et l'Europe avec un accent prononcé sur l'Espagne. Notre perspective de promouvoir la solidarité comme un engagement mutuel sur des défis communs exigeait aussi bien une bonne appréciation du croisement des enjeux particuliers qu'un sens renouvelé de la nécessité de se prêter mutuellement main forte.

Pour conclure, il est possible d'avoir un regard synoptique en partant d'un aspect de la question sécuritaire et sa corrélation avec la question démographique et la question des flux financiers. Nous avons abordé la question de la sécurité en partant de son effet fragilisant sur le tissu social et sur l'appareil étatique en termes de menace et de déstabilisation. Nous n'avons pas abordé un effet collatéral d'importance majeure pour la sécurité, à savoir, le poids des dépenses liées à la sécurité sur le budget de l'État.

Les budgets de défense et de sécurité dans les pays Africains avoisinent 6 à 7 % du PIB. Dans les pays de l'OCDE, c'est autour de 2 % ce qu'un pays comme l'Allemagne est loin d'atteindre. Au nom de la sécurité, les pays africains investissent une part substantielle de leur budget pour acquérir du matériel d'intervention rapide, du matériel de communication, des armes de nouveaux calibres car les terroristes paraissent parfois mieux équipés. Le Burkina Faso, le Mali et le Niger ont vu leur budget pour l'armée et la sécurité passer de 5,4 % à 10,6 % de 2013 à 2019 soit une hausse de 540 millions d'euros²¹. La conséquence immédiate est la réduction de la part réservée à d'autres programmes comme la santé, l'éducation et les projets sociaux.

Parlant de la démographie, nous avons vu qu'il fallait des investissements de la part de l'État pour soutenir des entreprises locales, renforcer le système éducatif et accompagner des programmes sociaux. Si la défense et la sécurité se taillent une portion de plus en plus une considérable dans le budget, alors les effets négatifs de la croissance démographique vont prendre le dessus. L'effort pour lutter contre les flux financiers illicites n'aurait pas d'impact positif si les gains sont investis dans la défense et la sécurité. Et, si l'aide de l'Europe intègre le financement des opérations militaires, le seul cas du Mali donne à réfléchir : l'opération Barkhane au Mali coûterait plus de 650 millions de dollars américains par an, tandis que la MINUSMA coûterait environ 1 milliard de dollars américain par an.

²¹ Le Roux, Pauline. (décembre 2019). « Réponse à l'essor de l'extrémisme violent au Sahel », Bulletin de la Sécurité Afrique-Centre d'Études Stratégiques de l'Afrique, 36. Disponible sur: <<https://africacenter.org/fr/publication/repondre-a-lessor-de-lextrémisme-violent-au-sahel/>>, p. 4-5.

Une Afrique à même de prendre en charge la destinée de son peuple et de pourvoir à son bien-être est une Afrique à même d'ouvrir de nouvelles perspectives à la relation avec l'Europe où l'on peut effectivement parler d'un « rendez-vous du donner et du recevoir », où l'Afrique cesse d'être une terre de désolation comme le suggère l'image des migrants. La mutualité dissipera les sentiments de pitié et les attitudes de condescendance pour que la solidarité soit sans arrière-pensée, avec plus de spontanéité.

Nous espérons que le chemin qui se fraye à tâtons dans ces réflexions pourra être l'objet d'approfondissement par d'autres.

Épilogue

La crise sanitaire nous a jeté de plain-pied dans la fracture actuelle de notre monde. L'ébranlement n'a pas affecté que le monde médical, mais aussi l'univers politique, économique et social. Les fébrilités autour du vaccin nous ont convié à imaginer un monde plus solidaire sur cette planète terre. Un monde où ce qui advient à l'autre en dehors du cercle restreint de nos appartenances et de nos certitudes n'est pas « rien ». Quelle « Triste Planète » si nous devons nous résigner à la nouvelle norme de « America First », puis « UK First » et ensuite « Europe First », pour finir avec « Russia First » et « China First » ? Somme toute, la rupture de la solidarité ouvre la boîte de Pandore. Seule une vision long-terme qui intègre équitablement les intérêts de tous sauvera l'humanité.

Références

African Development Bank Group. (octubre de 2017). "The High 5. Jobs for Youth in Africa".

Agence France-Presse. (22 de febrero de 2021). "Des pays riches sapent la distribution de vaccins aux pays pauvres, selon l'OMS". En *ici.radio-canada.ca*. Recuperado de: <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1772542/oms-covax-critique-pays-riches-accaparer-vaccin-anti-covid>.

Comité de Ayuda al Desarrollo. (10 de abril de 2019). "Repli de l'aide au développement en 2018, en particulier vers les pays qui en ont le plus besoin". En *oecd.org*. Recuperado de: <https://www.oecd.org/fr/developpement/repli-de-l-aide-au-developpement-en-2018-en-particulier-vers-les-pays-qui-en-ont-le-plus-besoin.htm>.

Dalberg y OSIWA. (febrero de 2015). "Mobilisation des ressources domestiques en Afrique de l'Ouest: Opportunités manquées". Recuperado de : <https://www.osiwa.org/fr/publications/mobilisation-des-ressources-domestiques-en-afrique-de-louest-opportunites-manquees/>.

Hamdok, Abdalla. (ed.) (marzo de 2015). "Innovative Financing for the Economic Transformation of Africa". Addis Abeba: Comisión Económica de las Naciones Unidas para África.

KNOMAD. (31 de abril de 2019). "Migration and Remittances: Recent developments and outlook". Migration and Development Brief. Recuperado de: <https://www.knomad.org/sites/default/files/2019-04/Migrationanddevelopmentbrief31.pdf>.

Lall, Somik Vinay; Henderson, J. Vernon; Venables, Anthony J. (2017). "Africa's Cities: Opening Doors to the World". Washington, D. C.: World Bank. License: CC BY 3.0 IGO.

Le Roux, Pauline. (diciembre de 2019). "Réponse à l'essor de l'extrémisme violent au Sahel", Boletín de Seguridad de África-Centro de Estudios Estratégicos de África, 36. Recuperado de: <https://africacenter.org/fr/publication/repondre-a-lessor-de-lextremisme-violent-au-sahel/>.

Mavrellis, C. (2017). "Transnational Crime and the Developing World". En *Global Financial Integrity (gfintegrity.org)*. Recuperado de: <https://gfintegrity.org/report/transnational-crime-and-the-developing-world/>.

Michailof, S. (enero de 2017). "Sahel: sécurité et dépenses de sécurité locales". En *Revue Défense Nationale* (RDN), 796, 105-109. Recuperado de : <https://www.defnat.com/e-RDN/vue-article.php?carticle=21330>.

Mueller, B. y Stevis-Gridneff, M. (21 de enero de 2021). "E.U. and U.K. Fighting over Scarce Vaccines". En *New York Times*. Recuperado de: <https://www.nytimes.com/2021/01/27/world/europe/eu-uk-covid-vaccine.html>.

Organisation Mondiale du Commerce. (2018). "Examen statistique du commerce mondiale 2018". Recuperado de : https://www.wto.org/french/res_f/statis_f/wts2018_f/wts2018_f.pdf.

Scherer, S. y Martell, A. (4 de febrero de 2021). "Canada to Shrug off 'momentary disruptions' in vaccine supply, working closely with U.S.- Trudeau". En *Reuter*. Recuperado de: <https://www.reuters.com/article/us-health-coronavirus-canada-idUSKBN2A42Q2>.

Naciones Unidas, Departamento de Asuntos Económicos y Sociales, División de población. (2015). "World Population Prospects: The 2015 Revision, Key Findings and Advance Tables". Working Paper No. ESA/P/WP.241.

Naciones Unidas, Comisión Económica para África. (2015). "Illicit financial flows: report of the High Level Panel on illicit financial flows from Africa". Addis Ababa. Recuperado de: <https://repository.uneca.org/handle/10855/22695>.

Swaminathan, A. (1 de agosto de 2019). "Andrew Yang says 'immigrants are being scapegoated' — and a new study backs that up". En *finance.yahoo.com*. Recuperado de: https://finance.yahoo.com/news/yang-immigrants-debate-america-122345151.html?guccounter=1&guce_referrer=aHR0cHM6Ly93d3cuZ29vZ2xlLmNvbS8&guce_referrer_sig=AQAAACkLvbecIJCH7XDWp5nzUP4nVQGsMvpZCNKZgmTFYX5MXYI47a9hl2VrquuLNAAGVbjFrbeZ_qhoIn5erU1R9Jt4E7cyVlg_Ydmo2TgbGUJUBJzbS74s4azo4hKFU-CB-hCMQ_8rAi0NgfOoSPRIJnKxYn0rlu8RFIxE7y-E7uoH.